

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

**COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DES HAUTS DU VAL DE SAÔNE**
Séance du 17 DECEMBRE 2013

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Département de la
Haute-Saône

**NOMBRE DE
MEMBRES**

Afférents : 92
En exercice : 92
Ont pris part : 52
(47+5pouvoirs)

**Date de la
convocation :**
03/12/2013

Date d'affichage :
20/12/2013

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
L'an deux mille treize, le dix-sept décembre à vingt heures, les membres
du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes des Hauts
du Val de Saône, dûment convoqués se sont réunis en session ordinaire
à la Salle de Convivialité de Gevigney-et-Mercey.

Etaient présents Mesdames et Messieurs les conseillers
communautaires :

LEMERCIER (pouvoir)	Arnaud	ABONCOURT GESINCOURT	TITULAIRE
LAILLET	Cyril	ABONCOURT GESINCOURT	TITULAIRE
MERCIER	Guy	AISEY ET RICHECOURT	TITULAIRE
MARTIN	Michel	AISEY ET RICHECOURT	TITULAIRE
GIRARDOT	Jean-Luc	ARBECEY	TITULAIRE
AEBISCHER	Blandine	AUGICOURT	TITULAIRE
LAROCHERIE	Guy	BARGES	TITULAIRE
PERRIN	Jean-Pierre	BARGES	TITULAIRE
BILICHTIN	Lydie	BETAUCOURT	TITULAIRE
PREVITALI	François	BETAUCOURT	TITULAIRE
FAVRET (pouvoir)	Jacky	BLONDEFONTAINE	TITULAIRE
BILLY	Michel	BOUGEY	TITULAIRE
BERTIN	Guy	BOURBEVELLE	TITULAIRE
COLOTTE	Christian	BOURBEVELLE	TITULAIRE
ROUILLER (pouvoir)	Marie-Claude	CEMBOING	TITULAIRE
BERTHO	Bernard	CENDRECOURT	SUPPLEANT
DROUHOT	Roland	CHAUVIREY LE CHATEL	TITULAIRE
LAURE- LIBERSA	Joëlle	COMBEAUFONTAINE	TITULAIRE
VALLIER	Jean	COMBEAUFONTAINE	TITULAIRE
CASTELLETTI	Dominique	CORNOT	TITULAIRE
LITZLER	Christine	CORRE	TITULAIRE
BEL	Philippe	FOUCHECOURT	TITULAIRE
GARRET (pouvoir)	Philippe	FOUCHECOURT	TITULAIRE
CARSANA (pouvoir)	Viviane	GEVIGNEY-MERCEY	TITULAIRE

CARTERET	Marie-Ange	GEVIGNEY-MERCEY	TITULAIRE
DEMONGEOT	Claude	GEVIGNEY-MERCEY	TITULAIRE
PIERRE	Nicolas	GOURGEON	TITULAIRE
VANDERKAM	Claude	GOURGEON	TITULAIRE
BUISSON	Frédéric	JUSSEY	TITULAIRE
VIGNERON	Françoise	JUSSEY	TITULAIRE
BAUMGARTNER	Jean-Luc	JUSSEY	TITULAIRE
BAZEAUD	Didier	LA ROCHE MOREY	TITULAIRE
BRULEY	Georges	LA ROCHE MOREY	TITULAIRE
GIRARDOT	Rémy	LAVIGNEY	TITULAIRE
PAULIN	Etienne	LAVIGNEY	TITULAIRE
SAINT AVIT	Jean	MALVILLERS	TITULAIRE
SAINT AVIT	Sylvain	MALVILLERS	SUPPLEANT
CHADEYRON	Christine	MOLAY	TITULAIRE
DROUHOT	Denis	MOLAY	TITULAIRE
ANDRE	Nicolas	MONTIGNY LES CHERLIEU	TITULAIRE
AUBRY	André	MONTIGNY LES CHERLIEU	SUPPLEANT
GALLAUZIAUX	Patrick	ORMOY	TITULAIRE
JENN	Régine	ORMOY	TITULAIRE
BROSCHARD (sans voix délibérative)	Christian	ORMOY	SUPPLEANT
PECHINE	Gabriel	PREIGNEY	TITULAIRE
MAILLARD	Gilbert	SAINT MARCEL	TITULAIRE
SIMONIN	Patrick	SAINT MARCEL	TITULAIRE
CAMUSET	Marie Claire	SEMMADON	TITULAIRE
SCHMIDKY	Gérard	TARTECOURT	SUPPLEANT
VIRIOT	Jean-François	TARTECOURT	TITULAIRE
JAMEY	Christian	VILLARS LE PAUTEL	TITULAIRE
BUSSEY	David	VITREY SUR MANCE	TITULAIRE
COLLENOT	René	VITREY SUR MANCE	TITULAIRE
BOUILLLOUD (sans voix délibérative)	Monique	VITREY SUR MANCE	SUPPLEANT

Excusés: Philippe MERCIER, Maryline RICHETON, Marie-Hélène ROUSSELOT, Michel DAUTRICHE.

Pouvoirs : 5

Arnaud LEMERCIER à Cyril LAILLET
Viviane CARSANA à Marie-Ange CARTERET
Philippe GARRET à Philippe BEL
Marie-Claude ROUILLE à Lydie BILLICHTIN
Jacky FAVRET à Frédéric BUISSON

La Présidence de séance est assurée par Monsieur Frédéric BUISSON.
Le Conseil a choisi pour secrétaire de séance : Françoise VIGNERON

121. Travaux de réhabilitation de l'ouvrage d'art sur La Rigotte à Bourguignon les Morey

Monsieur le Président rappelle que, dans le cadre de la réalisation des travaux de réhabilitation de l'ouvrage d'art sur La Rigotte, la commune a confié une mission de maîtrise d'œuvre à l'Agence départementale INGENIERIE70 afin d'accompagner la CCHVS durant le déroulement du projet (études/consultation/travaux).

Suite à la consultation des entreprises, Monsieur le Président présente le rapport d'analyse des offres réalisé par INGENIERIE70 pour le compte de la CCHVS. Il en ressort que l'offre de l'entreprise CARSANA, située à Gevigney (70 500), est l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères du règlement de consultation.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire:

APPROUVE le choix de l'entreprise CARSANA comme attributaire du marché pour un montant de 45 295,00 € HT soit 54 172,82 € TTC.

AUTORISE Monsieur le Président à signer le marché relatif aux travaux de réhabilitation de l'ouvrage d'art sur La Rigotte à Bourguignon les Morey conclu avec l'entreprise CARSANA, ainsi que tous les documents s'y rapportant.

POUR : Unanimité

122. Délégation de service public dans la cadre de l'assainissement

Le Président, rappelle que dans le processus de mise en place d'un Service Public d'Assainissement non Collectif, il convient de déterminer le mode de gestion du service. Après avoir étudié les diverses possibilités, les Maires du territoire réunis le 3 décembre dernier, se sont prononcés pour une organisation par prestation de services.

L'objet de la prestation portera sur les contrôles obligatoires :

- Contrôle de l'existant : l'ensemble des immeubles inscrits en « zone non collective » feront l'objet d'un contrôle.
- Contrôle de conception et de réalisation : toute demande de permis de construire devra faire l'objet d'une demande de conception et d'installation d'un système d'assainissement autonome.
- Diagnostic préalable à la vente d'un immeuble.

Cette prestation s'étalera sur une période de 4 ans.

Le conseil communautaire, après délibération :

*autorise le président à créer un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)

*autorise Monsieur le Président à lancer la procédure de consultation pour une prestation de services dans le cadre du service d'assainissement autonome et à signer tout document relatif à ce dossier.

*décide de créer d'un budget annexe « SPANC » à compter du 01.01.2014

*précise que ce budget annexe suivra la nomenclature M 49

*sollicite l'habilitation pour l'assujettissement à la TVA de la Communauté pour ce budget auprès des services Fiscaux.

POUR : Unanimité

123. Tarifs ordures ménagères pour 2014

1) Tarifs redevance incitative pour les communes dépendant du service du SICTOM VAL DE SAONE

Le Président présente les tarifs votés par le SICTOM DU VAL DE SAONE concernant la redevance incitative et propose au conseil d'adopter ces tarifs pour l'année 2014.

Sont concernées les communes suivantes, ainsi que les professionnels s'y situant : Aboncourt Gesincourt, Aisey et Richécourt, Arbecy, Augicourt, Barges, Betaucourt, Blondefontaine, Bougey, Bourbeville, Cemboing, Cendrecourt, Combeaufontaine, Cornot, Corre, Fouchécourt, Gevigney-Mercey, Gourgeon, Jussey, Lambrey, Melin, Oigney, Ormoy, Raincourt, Ranzeville, Semmadon, Tartecourt, Villars le Pautel, Jonvelle, Montcourt, Bousseraucourt et Vouécourt.

SICTOM du VAL de SAÔNE TARIFS REDEVANCE INCITATIVE ORDURES MENAGERES 2014	PART FIXE	PART VARIABLE	
	Soit : volume x 0.632 € au L	La levée tarif réduit	La levée tarif normal
CONTENEUR AGREE 80 LITRES	88.48 € (base PF 140L soit 1.106 €/L x 80L)	0.305 € 12 premières levées seulement	9.30 € A partir de la 13ème levée et après "forfait de service" de 28.74€
CONTENEUR AGREE 140 LITRES	88.48 €	2.70 €	9.30 €
CONTENEUR AGREE 240 LITRES	151.68 €	4.80 €	10.30 €
CONTENEUR AGREE 340 LITRES	214.88 €	6.90 €	12.00 €
CONTENEUR AGREE 660 LITRES	417.12 €	13.25 €	15.30 €
SAC PREPAYE AGREE 50 LITRES			
3.56 € l'unité soit 89.00 € le rouleau de 25 unités (dont Part fixe : 31.60 € - Part variable : 18.21 €(base d'un bac de 140 litres à 14 levées/an) Soit un prix unitaire de 3.55816 € arrondi à 2 décimales			
PART FORFAITAIRE (Forfait dérogatoire)		59.00 €	
DEPOT VOLONTAIRE 30 LITRES (bacs à tambours)			
2.13 € le vidage (dont Part fixe : 18.96 € - Part variable : 10.93€(base d'un bac de 140 litres à 14 levées/an) Soit un prix unitaire de 2.13490 € arrondi à 2 décimales			
Base de calcul de part fixe uniforme au litre : 0.632 € sauf 80L à 1.106€ - Collecte en C0.5 / C0.25 selon arrêté préfectoral			

Après délibération, le Conseil Communautaire :

- APPROUVE cette proposition
- AUTORISE le Président à signer tout document relatif à ce dossier

POUR : Unanimité

2) Tarifs redevance Ordures Ménagères pour les communes dépendant du service du SMICTOM SUD HAUTE MARNE

Le Président présente le travail mené en commission concernant les tarifs REOM pour les communes dépendant du SMICTOM SUD HAUTE MARNE.

Sont concernées les communes suivantes : La Roche Morey, Bourguignon les Morey, Malvillers, Lavigney, Preigney, Betoncourt-sur-Mance, Montigny les Cherlieu, Chauvirey le Vieil, Charmes Saint Valbert, Chauvirey le Châtel, Cintrey, Molay, Rosières sur Mance, Saint Marcel, Vernois sur Mance, Vitrey sur Mance.

Foyers	Tarifs 2014
Foyer 1 personne	93
Foyer 2 personnes	163
Foyer 3 personnes	213
Foyer 4 personnes	263
Foyer 5 personnes	293
Foyer 6 personnes et plus	300
Résidences secondaires	140

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire :

- ACCEPTE cette proposition tarifaire
- AUTORISE le Président à signer tout document relatif à ce dossier.

POUR : Unanimité

124. Création d'un poste d'attaché à temps complet et suppression du poste d'attaché à 31h30mn

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la

fonction publique territoriale et notamment l'article 34 ;

Vu la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration

des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le budget communautaire ;

Vu le tableau actuel des effectifs de la collectivité ;

VU l'avis favorable du CTP du 12/12/2013 ;

CONSIDERANT la nécessité de modifier la durée hebdomadaire du poste **d'attaché** afin d'assurer les missions d'aménagement et développement, de cadre de vie, d'environnement, de tourisme, de culture et de communication.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire :

- décide la création, à compter du 01/01/2014 d'un poste **d'attaché** à temps complet étant précisé que les conditions de qualification sont définies réglementairement et correspondent au grade statutaire retenu.
- précise que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.
- autorise le Président ou son délégué à signer tout document relatif à ce dossier.

POUR : 40 CONTRE : 4 Marie-Claude ROULLIER, Lydie BILLICHTIN, Jean VALLIER, Viviane CARSANA ABSTENTION : 8 Marie-Ange CARTERET, Christine CHADEYRON, Blandine AEBISHER, Marie-Claire CAMUSET, Nicolas PIERRE, Dominique CASTELLETTI, Rémi GIRARDOT, Guy LAROCHE

125. Régime Indemnitare

1) Modification du régime indemnitaire pour les attachés territoriaux: Prime de fonction et de résultats en lieu et place de l'IEMP.

M le Président rappelle que la prime de fonctions et de résultats est prévue par l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Elle est instituée pour la filière administrative par le décret n°2008-1533 du 22 décembre 2008 et peut être allouée aux fonctionnaires appartenant au cadre d'emplois des attachés territoriaux par l'arrêté ministériel n°IOCA103007 8A du 9 février 2011.

Cette prime remplace les indemnités composant le régime indemnitaire des attachés d'administration du ministère de l'Intérieur et des directeurs de Préfecture (IFTS et IEMP) depuis le 1^{er} janvier 2011.

La loi fait obligation aux collectivités et établissements publics de mettre en conformité par délibération, le régime indemnitaire de leurs attachés territoriaux et de leurs secrétaires de mairie lors de la première modification du régime indemnitaire des membres de l'un de ces cadres d'emplois.

La prime de fonctions et de résultats, créée par le décret n° 2008-1533 du 22 décembre 2008, se compose de deux parts cumulables entre elles :

- ➔ une part tenant compte des responsabilités, du niveau d'expertise et des sujétions spéciales liées aux fonctions exercées
- ➔ une part tenant compte des résultats de la procédure d'évaluation individuelle prévue par la réglementation en vigueur (notation ou entretien professionnel) et de la manière de servir.

Chaque part est affectée d'un montant plafond de référence sur la base duquel est défini le montant individuel attribué à l'agent, en fonction de critères déterminés.

Il appartient à l'organe délibérant de déterminer les modalités d'attribution de cette prime et de fixer, dans les limites prévues par les textes précités, les conditions d'attribution, les montants plafonds de référence applicables à chacune des parts, le montant plafond global et les bénéficiaires.

M le Président propose d'attribuer la prime de fonctions et de résultats dans les conditions exposées ci-après.

Est instituée dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat la prime de fonctions et de résultats aux agents (stagiaires, titulaires et non titulaires de droit public) relevant des grades suivants :

Grades	PFR – part liée aux fonctions				PFR – part liée aux résultats				Plafonds
	Montant annuel de réf	Coef mini	Coef maxi	Montant indiv maxi	Montant annuel de réf	Coef mini	Coef maxi	Montant Indiv maxi	
Attaché Principal	2 500	1	6	15 000	1800	1	6	10 800	25 800 €
Attaché	1 750	1	6	10 500	1600	1	6	9 600	20 100 €

Les critères pris en compte pour déterminer le niveau des fonctions et pour apprécier les résultats obtenus par les agents sont les suivants:

➔ **La part liée aux fonctions :**

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, la part liée aux fonctions tiendra compte :

du niveau de responsabilité, à savoir :

- prise de décisions,
- management de service,
- encadrement intermédiaire,
- animation d'équipe ou de réseau,
- pilotage de projet, etc.,

du niveau d'expertise, à savoir :

- analyse, synthèse,
- diagnostic, prospective,
- domaine d'intervention généraliste (polyvalence),
- domaine d'intervention spécifique, etc.,

des sujétions spéciales liées aux fonctions exercées, à savoir :

- surcroît régulier d'activité,
- déplacements fréquents,

- horaires décalés,
- disponibilité,
- relationnel important (élus/public), etc.

➔ **La part liée aux résultats :**

Cette part tiendra compte des éléments suivants appréciés dans le cadre de la procédure d'évaluation individuelle :

- l'efficacité dans l'emploi et de la réalisation des objectifs
- les compétences professionnelles et techniques
- les qualités relationnelles
- la capacité d'encadrement ou à exercer des fonctions d'un niveau supérieur
- l'implication dans le travail
- la capacité d'initiative
- le respect des valeurs du service public
- la réactivité et l'adaptabilité
- la rigueur et la ponctualité

Il est précisé que le régime indemnitaire sera maintenu :

- dans les mêmes conditions que celles définies par le décret 2010-997, à savoir le maintien dans les mêmes proportions que le traitement en cas de congés annuels, congés de maladie ordinaire, congés pour accident de service ou maladie professionnelle, congés de maternité ou de paternité ou d'adoption,
- conformément à l'article 88 alinéa 3 de la loi 84.53, à titre individuel, au fonctionnaire concerné, le montant indemnitaire dont il bénéficiait antérieurement, lorsque ce montant se trouve diminué soit par l'application ou la modification des dispositions réglementaires applicables aux services de l'Etat servant de référence, soit par l'effet d'une modification des bornes indiciaires du grade dont il est titulaire.

La part liée aux fonctions sera versée de manière mensuelle.

La part liée aux résultats sera versée de manière annuelle et non reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Il est précisé que la prime de fonctions et de résultats fera l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou les coefficients seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

L'attribution individuelle décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

La prime n'entraînera aucune augmentation de salaire hormis l'augmentation du coût de la vie.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

▪ **le conseil communautaire décide de :**

- attribuer la prime de fonctions et de résultats dans les conditions exposées par la présente délibération à compter du 01/01/2014
- charger l'autorité territoriale de fixer les montants individuels selon les critères définis ci-dessus dans la limite du crédit global ainsi que des plafonds
- inscrire les crédits prévus à cet effet au budget
- de supprimer l'IEMP pour les agents concernés par la PFR à savoir les attachés. Pour les autres cadres d'emploi (délibération 98 du 18/07/2013), l'IEMP est maintenue.

POUR : 48 CONTRE : 0 ABSTENTION : 4 Jean-Luc GIRARDOT, Viviane CARSANA, Marie-Ange CARTERET, Dominique CASTELLETTI

2) Régime indemnitaire pour l'assistante de conservation recrutée pour la médiathèque

M le Président rappelle que par délibération en date du 12 novembre 2013, le conseil communautaire a créé un poste d'assistant de conservation principal de

1^{ère} classe.

M le Président propose d'instaurer le régime indemnitaire à la personne recrutée sur ce poste à savoir **la prime de technicité forfaitaire et l'IFTS** (indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires).

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984, fixant les modalités applicables du régime indemnitaire,

VU le décret n° 93-526 du 26 mars 1993 portant création d'une prime de technicité forfaitaire en faveur de certains personnels des bibliothèques

VU le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 fixant le régime des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires (IFTS) susceptibles d'être allouées à certains personnels territoriaux, dont le montant de référence est fixé par arrêté ministériel,

M le Président propose d'instaurer le régime indemnitaire à la personne recrutée sur ce poste à savoir **la prime de technicité forfaitaire et l'IFTS**
Ces indemnités seront versées mensuellement et feront l'objet d'un ajustement automatique dès lors que les montants ou les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

POUR : 22

CONTRE: 24 Marie-Claire CAMUSET, Philippe BEL, Philippe GARRET, Jean-Luc GIRARDOT, Nicolas PIERRE, Patrick GALLAUZIAUX, Régine JENN, Guy LAROCHE, Jean-Pierre PERRIN, Dominique CASTELLETI, Marie-Ange CARTERET, Viviane CARSANA, Guy BERTIN, Bernard BERTHO, Claude DEMONGEOT, Patrick SIMONIN, Joëlle LAURE LIBERSA, Christine CHADEYRON, Gabriel PECHINEY, Jean SAINT AVIT, Christine LITZLER, Lydie BILLICHTIN, Marie-Claude ROULLIER...

ABSTENTION: 6 Blandine AEBISHER, Didier BAZEAUD, David BUSSEY, George BRULEY, Rémi GIRARDOT, Michel BILLY.

Le régime indemnitaire pour l'assistante de conservation recrutée pour la médiathèque est refusé.

126. Indemnité de conseil allouée au comptable du Trésor

Le conseil communautaire

- Vu l'article 97 de la loi n°82.213 de mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

- Vu le décret n°82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents de services extérieurs de l'Etat,

- Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes et communautés de communes pour la confection des documents budgétaires,

- Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveur des communes et des établissements publics locaux

Décide

- De demander le concours du receveur municipal pour assurer des prestations de conseils et d'assistance budgétaire, économique, financière et comptable définies à l'article 1 de l'arrêté du 16 décembre 1983

- De prendre acte de l'acceptation du receveur municipal et de lui accorder à hauteur de 50% par an

- Que cette indemnité de conseil sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel précité et sera attribuée à Mme Elisabeth ROUSSELOT, receveur municipal.

- D'attribuer une indemnité annuelle de confection de budget à Mme Elisabeth ROUSSELOT.

POUR : 39

CONTRE: 13

ABSTENTION:0

127. Dossier Compétence – périscolaire : modification des statuts des syndicats scolaires

Le Président rappelle la délibération prise par le conseil communautaire le 18 juillet 2013 demandant aux syndicats scolaires de bien vouloir modifier leurs compétences, en retirant ce qui a trait au péri et extrascolaire à compter du 1er janvier 2014.

Les syndicats scolaires se sont prononcés dans ce sens.

Aussi, après en avoir délibéré, le conseil communautaire

- approuve la modification des statuts :
 - Du Syndicat Mixte pour l'Ecole Primaire de Combeaufontaine
 - Du Syndicat Scolaire de Corre
 - Du Syndicat Scolaire de Purgerot
 - Du Syndicat Scolaire de La Roche Morey
 - Du Syndicat Scolaire de Vitrey-sur-Mance
- Autorise le Président à signer tous les actes nécessaires à ce dossier

POUR : Unanimité

128. Dossier Compétence – périscolaire/extrascolaire : convention d'utilisation des locaux utilisés pour les services périscolaire et extrascolaire

Dans le cadre de l'abandon de la compétence périscolaire extrascolaire par les syndicats scolaires du territoire, et de fait, de la prise de compétence directe par la Communauté de Communes, le Président informe les membres du conseil communautaire qu'il convient de signer des conventions d'utilisation de locaux avec les syndicats scolaires pour les locaux à usage mixte (périscolaire et scolaire).

Ces conventions seront signées avec :

- Le Syndicat Mixte pour l'Ecole Primaire de Combeaufontaine
- Le Syndicat Scolaire de Corre
- Le Syndicat Scolaire de Purgerot
- Le Syndicat Scolaire de La Roche Morey
- Le Syndicat Scolaire de Vitrey-sur-Mance

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire

- Approuve cette proposition
- Autorise le Président à signer ces conventions

POUR : Unanimité

129. Dossier Compétence – périscolaire/extrascolaire : Mise à disposition des biens

Dans le cadre de l'abandon de la compétence périscolaire extrascolaire par les syndicats scolaires du territoire, et de fait, de la prise de compétence directe par la Communauté de Communes, le Président informe les membres du conseil communautaire qu'il convient de transférer les biens dont l'usage est exclusivement pour l'exercice de la compétence « péri et extrascolaire ».

Ce transfert de biens engendre la rédaction de procès verbaux de mise à disposition, ces derniers comportent, outre la description des biens, leur localisation et le détail des charges communes qu'il conviendra de rembourser aux syndicats scolaires (inclus la clé de répartition).

Ces procès verbaux de mise à disposition seront signés avec :

- Le Syndicat Mixte pour l'Ecole Primaire de Combeaufontaine
- Le Syndicat Scolaire de Corre
- Le Syndicat Scolaire de Purgerot
- Le Syndicat Scolaire de La Roche Morey

- Le Syndicat Scolaire de Vitrey-sur-Mance

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire

- Approuve cette proposition
- Autorise le Président à signer ces procès verbaux

POUR : Unanimité

130. Dossier Compétence – périscolaire/extrascolaire : Transfert du personnel affecté exclusivement au service

Dans le cadre de l'abandon de la compétence périscolaire extrascolaire par les syndicats scolaires du territoire, et de fait, de la prise de compétence directe par la Communauté de Communes, le Président informe les membres du conseil communautaire qu'il convient de transférer le personnel affecté exclusivement au service périscolaire / extrascolaire.

Suite à l'avis favorable émis par le CTP le 12 décembre,

Il convient transférer les agents suivants :

Nom de l'agent	Prénom de l'agent	Collectivité d'origine	Poste	Statut	Durée de travail de l'agent sur le poste
LEREST	Anne-Sophie	Syndicat Intercommunal Scolaire de Corre	animatrice	Contractuel le, fin de contrat : 14/01/2014	30
CLEMENÇOT	Laure	Syndicat Scolaire de La Roche Morey	Adjoint d'animation 2 ^{ème} classe	Titulaire	27,43
GARNERY	Delphine	Syndicat Scolaire de La Roche Morey	Animateur territorial	Contractuel le, fin de contrat : 31/03/2014	27,43
AIME	Graziella	SMEP de Combeaufontaine	Adjoint d'animation 2 ^{ème} classe	Titulaire	30
HUBERT	Chantal	SMEP de Combeaufontaine	agent d'entretien	Contractuel le, fin de contrat : 31/01/2014	21,5
CRUZ	Michèle	SMEP de Combeaufontaine	Adjoint d'animation 2 ^{ème} classe	Titulaire	30
GAUDE	Catherine	SMEP de Combeaufontaine	Adjoint d'animation 2 ^{ème} classe	Titulaire	35
WADOUX	Marie	SMEP de Combeaufontaine	Adjoint d'animation 2 ^{ème} classe	Contractuel le, fin de contrat : 31/01/2014	30

Après délibération, le Conseil Communautaire:

- Approuve le transfert du personnel précité
- Autorise le Président à signer tous les actes nécessaires à ce dossier

POUR : Unanimité

131. Dossier Compétence – périscolaire/extrascolaire : Convention de mise à disposition de plein droit du personnel

Dans le cadre de l'exercice de la compétence périscolaire – extrascolaire, et suite à l'avis favorable émis par le CTP le 12 décembre, le Président informe les membres du conseil communautaire qu'il convient aux syndicats scolaires du territoire de mettre à disposition :

Nom de l'agent	Prénom de l'agent	Collectivité d'origine	Poste	Statut	
					Proposition
DIMITROV	Julijana	Syndicat scolaire de Purgerot	Adjoint technique 2 ^{ème} classe	Titulaire	Mise à disposition de plein droit : 1,33h
RACLOT	Valérie	Syndicat scolaire de Purgerot	ATSEM 1 ^{ère} classe	Titulaire	Mise à disposition de plein droit : 12h
COLOTTE	Marie-Paule	Syndicat Intercommunal Scolaire de Corre	Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe	Titulaire	Mise à disposition de plein droit : 3h
LAURENCY	Corinne	Syndicat Intercommunal Scolaire de Corre	ATSEM 1 ^{ère} classe	Titulaire	Mise à disposition de plein droit : 2,3h
JOLY	Séverine	Syndicat Scolaire de La Roche Morey	Adjoint administratif 2 ^{ème} classe	Contractuelle, fin de contrat : 31/07/2014	Mise à disposition de plein droit : 5,4h
DETEY	Valérie	Syndicat Scolaire de La Roche Morey	Adjoint technique 2 ^{ème} classe	Contractuelle, fin de contrat : 30/06/2014	Mise à disposition de plein droit : 2h
PELLOUARD	Laetitia	Syndicat Scolaire de La Roche Morey	Adjoint technique 2 ^{ème} classe	Contractuelle, fin de contrat : 31/10/ 2014	Mise à disposition de plein droit : 9,4h
BARTHELEMY	Lorette	Syndicat Scolaire de Vitrey-sur-Mance	Adjoint technique 2 ^{ème} classe	Contractuelle (en voie de titularisation selon le Syndicat Scolaire)	Mise à disposition de plein droit : 4h

Après délibération, le Conseil Communautaire:

- Approuve ces mises à disposition de plein droit.
- Autorise le Président à signer tous les actes nécessaires à ce dossier

POUR : Unanimité

132. Dossier Compétence – périscolaire/extrascolaire : Augmentation du temps de travail du poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe

Dans le cadre de l'exercice de la compétence périscolaire – extrascolaire, le Président informe les membres du conseil communautaire qu'il convient de modifier le temps de travail du poste d'adjoint technique principal de 2^{ème}, avec une augmentation de 2h par semaine, portant à une durée hebdomadaire de 17h. Ce poste est partagé avec le SMEP de Combeaufontaine qui diminuera le temps de travail de 2h.

Après délibération, le Conseil Communautaire:

- Approuve cette modification du temps de travail du poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe.
- Autorise le Président à signer tous les actes nécessaires à ce dossier

POUR : 51 CONTRE : 0 ABSTENTION : 1 Viviane CARSANA

133. Dossier Compétence – périscolaire/extrascolaire : Transfert du personnel sous contrat de droit privé

Dans le cadre de l'exercice de la compétence périscolaire – extrascolaire, et de l'abandon de ladite compétence par le syndicat scolaire de Corre, le Président informe les membres du conseil communautaire qu'il convient de reprendre deux Contrats d'avenir à 35h, il s'agit des contrats de :

- Madame Ophélie Awignano – Contrat emploi avenir - 35 h, grade d'adjoint d'animation 2^{ème} classe. Rémunération : IB 297 IM 309. Fin du contrat : 1^{er} septembre 2014 (pouvant être renouvelé jusqu'au 1^{er} septembre 2016)
- Monsieur Nicolas Fisseau – Contrat emploi avenir - 35 h, grade d'adjoint d'animation 2^{ème} classe. Rémunération : IB 297 IM 309. Fin du contrat : 13 octobre 2014 (pouvant être renouvelé jusqu'au 13 octobre 2016)

Après délibération, le Conseil Communautaire:

- Approuve ce transfert de personnel
- Sollicite auprès des organismes de versement des aides octroyés dans le cadre des contrats d'avenir le transfert des dossiers des agents précités du syndicat scolaire de Corre à La Communauté de Communes des Hauts du Val de Saône.
- Autorise le Président à signer tous les actes nécessaires à ce dossier

POUR : Unanimité

134. Dossier Compétence – périscolaire/extrascolaire : Tarification 2014

M le Président propose :

- de maintenir les tarifs actuels périscolaire/extrascolaire tels que définis sur les sites jusqu'au 31 août 2014.
- d'unifier les tranches « quotients familiaux » sur l'ensemble des sites à compter du 1^{er} septembre 2014.

Cette proposition est annexée au présent compte-rendu.

Après délibération, le Conseil Communautaire:

- Approuve cette proposition
- Autorise le Président à signer tous les actes nécessaires à ce dossier

POUR : Unanimité

135. Modification du tableau des effectifs

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 34 ;

Vu la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le budget de l'établissement ;
Vu le tableau actuel des effectifs de l'établissement ;
Vu la prise de la compétence périscolaire par la CCHVS ;
Vu les délibérations relatives aux modifications de postes prises depuis le 01/01/2013 ;

Le tableau des effectifs de la CCHVS s'établit comme suit :

Grade	Catégorie	Emploi	Durée temps de travail
Attaché territorial	A	Agent de développement	35h
Attaché territorial	A	Agent de développement	35h
Attaché territorial	A	Agent de développement	35h
Assistant de conservation principal 1 ^{ère} classe	B	Assistant de conservation De bibliothèque	35h
Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe	C	Agent administratif	35h
Adjoint administratif 1 ^{ère} classe	C	Agent administratif	35h
Adjoint administratif 1 ^{ère} classe	C	Agent administratif	7h30
Adjoint d'animation 2 ^{ème} classe	C	Agent d'animation	35h
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	C	Agent technique	17h
Adjoint technique 2 ^{ème} classe	C	Agent Technique	20h
Adjoint technique 2 ^{ème} classe	C	Agent d'entretien	13h
Adjoint technique 2 ^{ème} classe	C	Agent d'entretien	9h
Adjoint technique 2 ^{ème} classe	C	Agent technique	3h
Adjoint technique 2 ^{ème} classe	C	Agent d'entretien	2h
Adjoint technique 2 ^{ème} classe	C	Agent d'entretien	1h
Personnel affecté au périscolaire			
Animateur territorial	C	Animateur	30h
Adjoint d'animation 2 ^{ème} classe	C	Animateur	27,43h
Animateur territorial	C	Animateur	27,43h
Adjoint d'animation 2 ^{ème} classe	C	Animateur	30h
Adjoint Technique 2 ^{ème} classe	C	Animateur	21,5h
Adjoint d'animation 2 ^{ème} classe	C	Animateur	30h
Adjoint d'animation 2 ^{ème} classe	C	Animateur	35h
Adjoint d'animation 2 ^{ème} classe	C	Animateur	30h

- PRECISE que le conseil communautaire s'engage à inscrire les crédits nécessaires au budget,
- AUTORISE le Président à signer tout document relatif à ce dossier.

POUR : Unanimité

136. Dossier Compétence – périscolaire/extrascolaire : Convention réforme des rythmes scolaires

Dans le cadre de l'exercice de la compétence périscolaire – extrascolaire, et plus particulièrement sur la mise en place de la réforme des rythmes scolaires pour l'année scolaire 2013-2014, il convient de signer des conventions avec les syndicats scolaires de Vitrey-sur-Mance et de Combeaufontaine afin de définir les modalités d'occupation des locaux à usage scolaire, ainsi que le remboursement des heures supplémentaires effectuées par les agents dans le cadre de cette réforme.

Après délibération, le Conseil Communautaire:

- Approuve cette convention
- Autorise le Président à signer tous les actes nécessaires à ce dossier

POUR : Unanimité

137. Subvention DETR : Mobilier et signalétique de la maison des services

Le Président informe le Conseil Communautaire que les travaux de construction de la maison des services, de la culture et du tourisme se poursuivent dans de bonnes conditions.

Il convient maintenant de se consacrer à l'étude du mobilier, de l'équipement informatique et de l'animation des services qui seront présents dans cet équipement.

L'équipement de la médiathèque (mobilier, informatique, fonds documentaires) fera l'objet d'un plan de financement distinct qui sera présenté au conseil communautaire au premier trimestre 2014. L'ensemble de cet investissement est déjà intégré dans le cout prévisionnel de l'opération globale et dans l'autorisation de programme.

Le mobilier des locaux communautaires peut bénéficier de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux. Le dossier doit être déposé avant le 17 décembre 2013.

Le Président présente un équipement pour 9 bureaux et une petite salle de réunion.

Le cout prévisionnel :

Total travaux HT	18 487,73 €
Bureaux + salle de réunion	17 221,92 €
Signalétique extérieure	1 265,81 €

Après délibération, le conseil communautaire

- adopte le projet d'équipement des bureaux communautaires de la maison des services pour un montant de 18 487,73 €.
- sollicite une subvention au titre de la DETR d'un montant de 6471 €
- Sollicite une subvention au titre de la réserve parlementaire d'un montant de 5546 €
- Arrête le plan de financement suivant :

Equipement mobilier + signalétique	
DETR (35%)	6471
Réserves parlementaires	5546
CCHVS	6470,73

La collectivité s'engage à autofinancer le projet au cas où les subventions attribuées sont inférieures.

POUR : 48 CONTRE : 0 ABSTENTION : 4 Blandine AEBISHER,
Viviane CARSANA, Marie-Ange-CARTERET, Didier BAZEAUD.

138. Dossier Local Traiteur

Dans le cadre du dossier opposant la Communauté de Communes des Hauts du Val de Saône et un fonctionnaire de l'Etat, le Président rappelle aux membres du conseil communautaire que des discussions ont été engagées entre chaque partie.

A l'issue de ces discussions, un protocole d'accord a été rédigé. Le Président donne lecture de ce protocole.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil communautaire acceptent les termes de ce protocole et autorisent le Président à signer tous les actes nécessaires à ce dossier.

POUR : Unanimité

139. Décisions modificatives

Le Président propose les décisions modificatives suivantes sur le budget 2013 :

Budget Général

Fonctionnement		Investissement	
Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Art 616 : - 2 688			
Art : 73923 : + 1 688			
Art : 67441 : + 1 000			

Budget Local Traiteur

Fonctionnement		Investissement	
Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Art 61522 : + 5 200	Art : 774 : + 1 000	Art 2138 : - 4 200	Art : 021 : - 4 200
Art 023 : - 4 200			

Budget Périscolaire

Ouverture de crédits en Fonctionnement			
Art 6554	5 250	Art 74718	5 250

Après délibération, le conseil communautaire autorise le Président à effectuer ces décisions modificatives.

POUR : Unanimité

140. Emprunt – Caisse des Dépôts et Consignations

Monsieur le Président propose d'affecter l'emprunt Caisse des Dépôts et Consignations contracté par la Communauté de Communes des Belles Fontaines dont le numéro de contrat est 1129579 au budget local traiteur.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire

- Accepte cette proposition
- Autorise le Président à signer les actes nécessaires à ce dossier

POUR : Unanimité

Questions diverses :

Désignations des délégués communautaires à partir des élections municipales 2014. Une discussion est en cours avec le Préfet.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 22H30.

Le Président, Frédéric BUISSON